

## Que reste-t-il du vote de classe ? Le cas français Is there still class voting? The French case

Nonna Mayer

Numéro 49, printemps 2003

Des sociétés sans classes ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/007908ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/007908ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mayer, N. (2003). Que reste-t-il du vote de classe ? Le cas français. *Lien social et Politiques*, (49), 101–111. <https://doi.org/10.7202/007908ar>

Résumé de l'article

La classe sociale est, avec la religion, la variable « lourde » dont l'influence sur le choix électoral a été le plus étudiée, surtout en Europe, où les partis se sont construits sur des clivages de classe. Ce modèle explicatif du « vote sur clivage » a été remis en cause au début des années 1970 au profit des modèles stratégiques insistant sur l'individualisation des électeurs et l'influence accrue de l'offre électorale (enjeux, candidats). Le cas français, étudié à partir des enquêtes post-électorales du Cevipof (1988-2002), montre la montée d'un vote trans-clivage (pour le FN) et des réalignements de classe (évolution des salariés moyens à gauche, à droite des ouvriers) dessinant de nouveaux clivages (indépendants-salariés, public-privé).

# Que reste-t-il du vote de classe ? Le cas français

---

**Nonna Mayer**

Depuis les enquêtes pionnières de l'école de Columbia, résumées par la formule lapidaire de Lazarsfeld, «Les gens pensent politiquement comme ils sont socialement. Les caractéristiques sociales déterminent les caractéristiques politiques» (Lazarsfeld et al., 1944: 27), d'innombrables travaux de sociologie électorale ont mis en lumière l'effet décisif de la situation socioprofessionnelle sur le vote<sup>1</sup>. En Europe plus encore qu'aux États Unis, les clivages partisans se sont constitués sur une base de classe, les ouvriers portant plus volontiers leurs suffrages aux partis de gauche et les classes moyennes et supérieures aux partis de droite (Lipset et Rokkan, 1967). L'enquête comparative dirigée alors par Richard Rose dans douze pays confirme que la classe sociale est la première variable explicative du vote dans cinq des pays étudiés

(Finlande, Norvège, Suède, Australie, Grande Bretagne) et qu'elle vient juste après la religion dans quatre autres (Allemagne, Irlande, Italie, Pays-Bas) (Rose, 1974). En France l'enquête pionnière de Guy Michelat et Michel Simon (1977) souligne le rôle structurant de la classe sociale et de la religion. Le clivage électoral majeur oppose le monde ouvrier, majoritairement déchristianisé, qui voit dans le Parti communiste le défenseur naturel de la classe ouvrière, et vote en majorité pour la gauche, à celui des catholiques déclarés, principalement issu des classes moyennes rurales ou urbaines, acquis aux valeurs et aux partis de droite<sup>2</sup>.

Ce modèle explicatif «sociologique» est remis en cause dès la fin des années 1970. Sur la base de l'indice d'Alford, qui offre une

mesure simple de la relation puisqu'il est calculé par une simple soustraction entre la proportion d'ouvriers ou de «manuels» qui votent pour la gauche et celle des non-ouvriers qui votent à gauche, nombre d'auteurs (Lipset 1981; Dalton, Flanagan et Beck, 1984; Crewe et Denver, 1985; et surtout Clark et Lipset, 1991, et Clark, Lipset et Rempel, 1993) concluent à un affaiblissement graduel de la relation entre classe sociale et vote, généré par le passage à la société postindustrielle. La tertiarisation de l'économie, la montée des cols blancs et la «moyennisation» de la société viendraient brouiller les frontières de classe. La hausse du niveau d'études et la montée des valeurs hédonistes et permissives du «post-matérialisme» théorisé par Ronald Inglehart rendraient les citoyens plus autonomes et critiques. Elles favoriseraient l'émer-

gence d'une nouvelle gauche (écologistes, alternatifs), défendant des enjeux non pris en charge par les partis traditionnels. Ces transformations éroderaient les clivages anciens, et rendraient les électeurs plus sensibles à la conjoncture et aux paramètres de l'offre électorale. Lors des élections législatives françaises de 1988, Alain Lancelot et Philippe Habert en tracent le portrait suivant : « Moins contraint par le jeu des pesanteurs partisanes et idéologiques, rendu à son libre arbitre par la disparition progressive de structures d'encadrement traditionnelles, accédant aux logiques de l'individualisme électoral par le recours aux normes personnelles, le nouvel électeur affirme une autonomie croissante dans la prise de décision électorale et module ses choix à partir d'une adaptation stratégique aux variations de l'offre électorale » (Habert, 1996 : 56). Au « vote de clivage », façonné par les variables lourdes, se substituerait progressivement le « vote sur enjeux », au coup par coup (Franklin, Mackie, Valen et al., 1992). Et la crise économique qui frappe l'Europe à partir du milieu des années 1970 renforce-

rait le phénomène, en favorisant des processus de désaffiliation et d'exclusion sociale et l'apparition de nouveaux partis à l'extrême droite (Kitschelt, 1995; Betz, 1994).

La controverse n'est pas close. À partir de méthodes statistiques plus sophistiquées et de découpages socioprofessionnels et politiques plus fins, tenant compte plus que le classique indice d'Alford de la complexité des sociétés postindustrielles et des recompositions partisanes, d'autres travaux relativisent le déclin du vote de classe et discernent de nouveaux clivages (Heath, Jowell et Curtice, 1985; Hout, Brooks et Manza, 1995; Cautrès et Heath, 1996; pour un état à jour du débat, voir Evans, 1999). En prenant l'exemple de la France, on tentera de montrer que les clivages de classe n'ont pas disparu, ils se sont transformés.

### Le cas français

On s'appuiera pour cela sur quatre enquêtes post-électorales menées en 1978, 1988, 1995 et 2002, auprès d'échantillons nationaux représentatifs de la population française inscrite sur les listes électorales (voir l'annexe 1). Au cours de cette période, la structure socioprofessionnelle a profondément évolué<sup>3</sup>. Le niveau global de diplôme s'est élevé. Trente pour cent des jeunes avaient au moins le bac à la sortie du système scolaire en 1978, aujourd'hui ils sont deux sur trois. Les ouvriers, qui représentaient près de 40% des actifs aux recensements de 1962 et 1975, ne pèsent plus qu'un gros quart en 1998. Ils sont aujourd'hui dépassés par les employés (30%). Dans le

même temps les agriculteurs ont pratiquement disparu, passés de 15,9% à 2,7% des actifs, et le poids des artisans, commerçants et chefs d'entreprise a fortement décliné (de 10,9 en 1962 à 6,5% en 1998). Au total les travailleurs indépendants ne représentent plus que 10% environ du total. Quant aux cadres et professions intellectuelles, ils ont vu leurs effectifs multipliés par quatre, et les professions intermédiaires par deux. Ensemble, les salariés moyens ou supérieurs forment aujourd'hui un tiers des actifs. Un chômage de masse enfin s'est installé à partir de 1974, variant entre 8% et 12% au long de la période étudiée, contre moins de 2% dans les années 1960, et touchant en priorité les employés et les ouvriers (Dayan, 1996, et Cézard, 1996).

Pour repérer la situation professionnelle des personnes interrogées, on se servira de la nouvelle nomenclature des catégories socioprofessionnelles de l'INSEE. Élaborée en 1954, elle a été refondue en 1982 avec le code des métiers pour devenir la nomenclature des professions et des catégories socioprofessionnelles, qui distingue 489 professions, 39 catégories socioprofessionnelles (CSP) et 6 groupes socioprofessionnels (GSP) (Desrosières et Thévenot, 1988)<sup>4</sup>. Elle a le mérite de concilier les deux grandes approches des classes, celle de Marx, qui en fait des acteurs collectifs, définis par leurs places dans le processus de production, et celle de Max Weber en termes de stratification sociale, constatant l'inégal accès des individus aux ressources économiques, sociales et politiques,

sans que nécessairement ces inégalités se cumulent. Le classement de l'INSEE permet une approche plus fine que la classique distinction entre manuels et non-manuels. Il distingue les patrons propriétaires de leur outil de travail des salariés sous les ordres d'un patron, et parmi les salariés ceux du secteur public, dont l'employeur est l'État, et ceux du secteur privé. Il permet aussi de ranger les salariés selon leur position sociale, depuis la catégorie socioprofessionnelle des ouvriers, qui ont les plus bas niveaux de revenu et d'instruction, jusqu'à celle des cadres d'administration et d'entreprise et des professions intellectuelles supérieures, qui ont les plus élevés. La population retenue ici, à la différence de la plupart des enquêtes, ne se limite pas aux actifs occupés au moment de l'enquête. Les chômeurs, les retraités et les femmes ayant arrêté de travailler sont reclassés en fonction de la dernière profession exercée.

Parallèlement, le paysage politique s'est profondément transformé et fragmenté. La gauche, déjà majoritaire aux élections législatives de 1978 (50,2% des suffrages exprimés), est arrivée au pouvoir en 1981, après 23 ans de domination par la droite. Elle l'a perdu, après sa double défaite aux législatives de 1993 et à la présidentielle de 1995. Et si la dissolution malencontreuse de 1997 redonne la majorité aux socialistes, le scrutin présidentiel de 2002 signe leur déroute, leur candidat se voyant devancé par celui du Front national au premier tour. Les écologistes ont fait leur percée à partir des élections européennes de 1989 (plus de 10%) et des régionales de

1992 (plus de 14%), l'extrême gauche également, dont la porte-parole Arlette Laguiller réalise un score de 5% au premier tour présidentiel de 1995, tandis que celui de l'ensemble des candidats trotskistes au premier tour présidentiel 2002 dépasse 10%. L'extrême droite, enfin, s'est imposée dans le champ politique. Son décollage électoral se fait aux élections européennes de 1989, où le leader du Front national recueille 11% des suffrages. À partir de l'élection présidentielle de 1988, son score se stabilise aux alentours de 15%. Et la scission de décembre 1998 en deux formations rivales, le FN de Jean-Marie Le Pen et le MNR (Mouvement national républicain) de Bruno Mégret, ne stoppe que temporairement sa dynamique. Au soir du 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen devance Lionel Jospin de près de 200 000 voix et se qualifie pour le second tour, où il rassemble cinq millions et demi d'électeurs et 17,8% de suffrages. Si on ajoute les scores de Le Pen et de Mégret, le niveau électoral de l'extrême droite au premier tour avoisine celui du président sortant Jacques Chirac (respectivement 19,6% et 19,9%).

Pour analyser les choix électoraux des personnes interrogées, on a pris en compte la nouvelle tripartition de l'espace politique français et la spécificité du vote lepéniste (Grunberg et Schweisguth, 1997), en regroupant votes pour la gauche ou pour les écologistes, votes pour la droite modérée et votes pour l'extrême droite (FN et MNR)<sup>5</sup>.

Les tableaux présentés portent sur les suffrages exprimés à l'exclusion des abstentions, votes

blancs ou nuls et refus de répondre. Ils laissent donc de côté une proportion croissante du corps électoral, puisque le taux d'abstention a atteint un niveau record de 28% au premier tour présidentiel 2002, en particulier dans les catégories socioprofessionnelles populaires, les plus abstentionnistes. Ils sont redressés sur la base des résultats réels des élections considérées, compte tenu de la très forte sous-déclaration des votes pour les candidats d'extrême droite<sup>6</sup>.

### **Le recul du clivage entre ouvriers et non-ouvriers**

Si l'on se contente d'opposer le vote pour la gauche au vote pour la droite, extrême droite comprise, trois clivages se dessinent (tableau 1). Au début de la période étudiée, les ouvriers se distinguent nettement des autres électeurs par un vote beaucoup plus fréquent pour la gauche. Il atteint 70% au premier tour des élections législatives de 1978, soit un niveau supérieur de 17 points au score national de la gauche à ces élections. Mais progressivement cet écart va s'atténuer. À l'élection présidentielle de 1988 il tombe à 14 points, en 1995 à 8 points et en 2002 il n'y a plus de différence. L'indice d'Alford calculé sur ce premier tour présidentiel serait égal à zéro: 43% (vote ouvrier pour la gauche) – 43% (vote des non-ouvriers pour la gauche). Et c'est chez les ouvriers que le recul de la gauche est le plus marqué, puisque de 1978 à 2002 elle y perd 27 points, contre 10 dans l'ensemble de l'électorat; les ouvriers sont suivis par les employés (– 15 points).

Que reste-t-il du vote de classe ? Le cas français

104

Le phénomène traduit le désarroi d'une classe sociale particulièrement touchée par les restructurations industrielles et le chômage, qui ne fait plus confiance à la gauche pour la défendre quand sa politique économique change, dès 1983. Il reflète aussi les transformations de la condition ouvrière (Cézard, 1996). Hier la catégorie comprenait essentiellement des travailleurs manuels du secteur productif. Aujourd'hui deux ouvriers sur cinq travaillent dans le secteur tertiaire, comme chauffeurs, manutentionnaires ou magasiniers, ou dans les services marchands comme l'intérim ou le nettoyage, dans des situations professionnelles caractérisées par un isolement et une précarité accrues, sans traditions de lutte syndicale et d'action collective et donc moins réceptives aux valeurs de gauche. Surtout, le Front national a su capter ce ressentiment. C'est essentiellement à son profit que se fait le recul de la gauche chez les ouvriers (tableau 2). Dès 1995, Jean-Marie Le Pen arrive en tête chez eux au premier tour. À la faveur des déceptions suscitées par la gauche, le président du FN fait figure de

**Tableau 1. Évolution du vote de gauche par GSP et par statut (%)**

	Législ. 1978	Prés. 1988	Prés. 1995	Prés. 2002
<i>GSP</i>				
Agriculteurs	26	29	20	18
PCA	31	32	19	20
Cadres	45	41	46	43
Prof. intermédiaires	57	48	45	50
Employés	54	52	38	39
Ouvriers	70	63	49	43
Total	53 (3867)	49 (3091)	41 (3149)	43 (2826)
<i>Statut</i>				
Indépendants	28	30	22	21
Salariés	60	54	44	44
Écart	+ 32	+ 24	+ 22	+ 23
Salariés du privé	58	52	40	39
Salariés du public	64	58	52	51
Écart	+ 6	+ 6	+ 12	+ 12

**Tableau 2. Évolution du vote des ouvriers (1978-2002) (%)**

	Législ. 1978	Prés. 1988	Prés. 1995	Prés. 2002
Gauche	70	63	49	43
Droite	30	20	31	31
Extrême droite (Le Pen + Mégret)	1	17	21	26

**Tableau 3. Vote le Pen 1<sup>er</sup> tour en fonction du nombre d'attaches ouvrières (%)<sup>a</sup>**

	0 attache	1 attache	2 attaches
Prés. 1988	13 (1777)	16 (963)	17 (361)
Prés. 1995	12 (1780)	18 (991)	22 (377)
Prés. 2002 Le Pen	16 (1589)	18 (936)	26 (305)
Prés. 2002 Le Pen+Mégret	16 (1589)	22 (936)	29 (305)

a. Attache : ouvrier soi-même, père ouvrier.

défenseur privilégié des petits contre les gros, du peuple contre «l'établissement», de ceux d'en bas contre ceux d'en haut. Et c'est chez les ouvriers hier les plus intéressés au milieu, ceux qui hier auraient voté pour le Parti communiste, que Le Pen fait aujourd'hui ses meilleurs scores, atteignant plus du quart des suffrages en 2002 chez les ouvriers fils ou filles d'ouvriers (tableau 3) (voir aussi Perrineau et Rey, 2002, et Chiche et Mayer, 2002).

### **Le clivage indépendants-salariés**

Si au cours de la période étudiée la gauche décline chez les ouvriers et les employés, elle résiste mieux chez les professions dites «intermédiaires», que le parti socialiste avait conquises dans les années 1970, après sa rénovation lors du congrès d'Épinay (Grunberg et Schweisguth, 1981 et 1983). Qu'ils soient techniciens, enseignants ou travailleurs des services médicaux et sociaux, leur condition de salariés, leur origine sociale à dominante populaire, leur appartenance fréquente au secteur public ou aux grandes entreprises, où les traditions de lutte syndicale et d'action collective sont particulièrement vivaces, les y inclinent. Catégories jeunes, citadines, instruites, détachées de la pratique religieuse, elles sont également particulièrement sensibles aux valeurs hédonistes et permissives des années 1960 (Grunberg et Schweisguth, 1981 et 1983)<sup>7</sup>. En 2002, c'est chez elles que la gauche fait son meilleur score (50%). Si bien qu'au total, un second clivage se maintient tout au long de la période, qui oppose globalement

les salariés aux travailleurs indépendants, beaucoup moins enclins à voter pour la gauche (tableau 1).

Qu'ils soient médecins ou épicier, agriculteurs ou chefs d'entreprise, ces derniers sont propriétaires de leurs moyens de travail, attachés à la libre entreprise et à l'initiative individuelle. Ils se sentent menacés par une gauche qui leur paraît toujours défendre les droits des salariés contre les patrons et renforcer l'intervention de l'État dans la vie économique et sociale. Ce clivage n'est pas nouveau. On l'observe lors des législatives de 1962, 14 points séparant déjà le niveau du vote pour la droite des indépendants et des salariés. Il s'est accentué dans les années 1970, en réaction contre la dynamique électorale amorcée par la signature du programme commun et une éventuelle victoire des «socialo-communistes». Et l'évolution même de ces milieux favorise leur ancrage à droite. L'agriculture traditionnelle recule au profit d'une nouvelle génération d'entrepreneurs, jeunes, diplômés et à la tête de grandes exploitations. Au déclin des métiers traditionnels du commerce et de l'artisanat (épicerie, artisans du textile et du cuir, gros œuvre du bâtiment) répond l'essor des boutiques de centre-ville, des prestataires de services et de l'artisanat d'art. Ces nouveaux commerçants et artisans sont d'un niveau social et culturel plus élevé, à l'image de leur clientèle, et leur relatif embourgeoisement explique aussi leur vote plus fréquent pour la droite. Déjà très élevé au début de la période étudiée, puisque, au premier tour des élections législatives de 1978, plus des deux tiers des

agriculteurs et des patrons donnent leurs suffrages aux candidats de droite (l'extrême droite est alors inexistante), leur soutien à la droite s'accroît encore à l'élection présidentielle de 1995, qui consacre le rejet des socialistes et la fin de l'ère Mitterrand. Les indépendants sont désormais quatre sur cinq à préférer la droite à la gauche (tableau 1).

Le résultat de ces chassés-croisés est le maintien d'un écart important, de l'ordre de 20 points, entre le niveau du vote pour la droite des indépendants et des salariés, même s'il décline par rapport à celui qu'on observe aux législatives de 1978 (32 points) (tableau 1).

### **Gens du public, gens du privé\***

Un troisième clivage oppose les salariés du secteur privé à ceux du secteur public, défini ici au sens large (fonction publique et agents des entreprises publiques: RATP, EDF, France Télécom, la Poste)<sup>9</sup>. Ces derniers votent plus souvent pour la gauche, qui y reste majoritaire tout au long de la période considérée, alors qu'elle recule chez les salariés du privé, plus réceptifs au discours lepéniste (ouvriers, employés) ou à celui de la droite modérée (cadres, ingénieurs). La persistance du chômage, qui touche de plein fouet les salariés du privé, leur fait apparaître les salariés du public comme des privilégiés, assurés de la sécurité de l'emploi et d'une meilleure retraite, tandis que les salariés du public craignent le libéralisme économique de la droite et les risques de déréglementation associés à la construction de l'Union européenne, susceptibles de remettre en

Que reste-t-il du vote de classe ? Le cas français

**Tableau 4. Vote Le Pen 1<sup>er</sup> tour par groupe socioprofessionnel (%)<sup>a</sup>**

	Agricul- teur	Patron	Cadre, profess. intellect.	Profess. intermé- diaire	Employé	Ouvrier
Prés. 1988	10	19	14	15	14	17
Prés. 1995	10	19	4	14	18	21
Prés. 2002	22	22	13	11	22	23
<i>Écart</i>	+ 12	+ 3	- 1	- 4	+ 8	+ 6

a. Chômeurs, retraités, inactifs inclus, reclassés dans leur profession d'origine.

**Tableau 5. Régression logistique sur le vote de gauche au 1<sup>er</sup> tour présidentiel 2002<sup>a</sup>**

	B	Signif.	Exp (B)
<i>Statut</i>			
Indépendant	- 0,663	0,000	0,515
Salarié du privé	Référence		
Salarié du public	0,513	0,000	1,671
Chômeur	0,268	0,127	1,307
<i>Classe</i>			
0 attache ouvrière	- 0,220	0,017	0,802
1 attache	Référence		
2 attaches	0,095	0,494	1,099
<i>Patrimoine</i>			
0 ou 1 élément	0,118	0,222	1,125
2 éléments	Référence		
3 ou +	- 0,296	0,004	0,744
<i>Revenu</i>			
Moins de 10 000 francs mensuels	- 0,039	0,723	0,962
10 000-15 000 francs	Référence		
Plus de 15 000 francs	- 0,074	0,467	0,929
<i>Sexe</i>			
Homme	Référence		
Femme	- 0,076	0,355	0,927
<i>Âge, diplôme</i>			
Moins de 40 ans sans bac	- 0,030	0,832	1,031
Moins de 40 ans avec bac	0,570	0,000	1,769
40 et + sans bac	- 0,158	0,235	0,854
40 et + avec bac	Référence		
Constante	0,014	0,934	1,014

a. La valeur absolue du coefficient B mesure le pouvoir prédictif des modalités de chaque variable une fois contrôlé l'effet des autres variables de la régression. Plus il est élevé plus la relation est forte. Le coefficient de la seconde colonne indique si la relation est significative sur le plan statistique. Plus il est faible, plus elle est significative.

cause le service public à la française. Dans ce contexte, loin de s'atténuer, le clivage entre public et privé s'est accentué depuis 1995. L'écart entre le niveau respectif de vote pour la gauche en 1978 et en 1988 est de 6 points, il passe à 12 points à partir de 1995 (tableau 1).

Les principaux clivages de classe mis en lumière par les enquêtes de 1978 et de 1988 n'ont donc pas disparu, ils se sont déplacés, sous l'effet du changement socioprofessionnel et politique. L'opposition principale ne passe plus entre ouvriers et non-ouvriers mais entre travailleurs indépendants et salariés, la résistance de la gauche chez les salariés moyens et supérieurs venant compenser son recul chez les ouvriers. Ces résultats vont dans le sens d'autres travaux menés en Grande-Bretagne (Heath, Jowell et Curtice, 1991; Cautrès et Heath, 1996) et aux États-Unis (Hout, Brooks et Manza, 1995). Sur le long terme, réalignements et déalignements de classe se compensent. Il n'y a pas un modèle unique et invariant du « vote de classe », qui serait celui des ouvriers votant pour la gauche, et l'orientation à gauche de plus en plus marquée des salariés

non ouvriers et notamment ceux du secteur public rentre aussi dans la catégorie des «réalignements» de classe.

### L'exception Front national

Le statut professionnel tel que nous l'avons défini, en distinguant les travailleurs indépendants des salariés du secteur privé et du secteur public, exerce toujours sur les choix électoraux des Français une influence déterminante. La probabilité de voter pour la gauche ou pour la droite dépend encore très largement du rapport des individus aux moyens de production et d'échange. Seul le vote pour le FN semble faire exception. Pendant plus d'un siècle le conflit patrons-ouvriers a structuré le débat politique français et incliné les premiers vers les partis de droite, les seconds vers les partis de gauche, communiste et socialiste. Le vote FN échappe à cette logique, associant les ennemis de classe d'hier dans un même rejet des immigrés. Cette conjonction de «l'atelier et de la boutique», constante à toutes les élections nationales depuis 1986, est un des leviers de sa dynamique électorale (Perrineau, 1998; Mayer, 2002). Et ce brouillage s'est encore accru à l'élection présidentielle de 2002, où pour la première fois le leader du FN fait une percée dans le monde rural et agricole (tableau 4). Aujourd'hui, le niveau du vote lepéniste est identique chez les agriculteurs, les patrons, les employés et les ouvriers, seuls résistent à son influence les salariés moyens et supérieurs.

Sa spécificité se confirme si on cherche à faire la part des différents

**Tableau 6. Régression logistique sur le vote de droite au 1<sup>er</sup> tour présidentiel 2002<sup>a</sup>**

	<b>B</b>	<b>Signif.</b>	<b>Exp (B)</b>
<i>Statut</i>			
Indépendant	0,518	0,000	1,679
Salarié du privé	Référence		
Salarié du public	-0,438	0,000	0,645
Chômeur	-0,407	0,035	0,665
<i>Classe</i>			
0 attache ouvrière	0,264	0,006	1,302
1 attache	Référence		
2 attaches	-0,145	0,339	0,865
<i>Patrimoine</i>			
0 ou 1 élément	-0,136	0,179	0,873
2 éléments	Référence		
3 ou +	0,233	0,026	1,262
<i>Revenu</i>			
Moins de 10 000 francs mensuels	0,028	0,805	1,029
10 000-15 000 francs	Référence		
Plus de 15 000 francs	0,167	0,112	1,182
<i>Sexe</i>			
Homme	Référence		
Femme	0,277	0,001	1,319
<i>Âge, diplôme</i>			
Moins de 40 ans sans bac	-0,412	0,005	0,662
Moins de 40 ans avec bac	-0,577	0,000	0,562
40 et + sans bac	-0,066	0,618	0,936
40 et + avec bac	Référence		
Constante	- 523	0,002	0,593

a. La valeur absolue du coefficient B mesure le pouvoir prédictif des modalités de chaque variable une fois contrôlé l'effet des autres variables de la régression. Plus il est élevé plus la relation est forte. Le coefficient de la seconde colonne indique si la relation est significative sur le plan statistique. Plus il est faible, plus elle est significative.

paramètres liés à la profession et susceptibles d'expliquer le vote, pour dégager l'effet propre du statut socioprofessionnel. C'est ce que permet l'analyse de régression logistique (voir l'annexe 2). Les variables à expliquer sont tour à tour les votes de gauche au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, les votes de droite modérée et les

votes pour l'extrême droite, opposés à tous les autres. Les variables explicatives, outre le statut socio-professionnel, sont le nombre d'attaches avec le monde ouvrier, le revenu et le patrimoine, le diplôme contrôlé par l'âge, et le sexe. La catégorie de référence de notre modèle est un homme, salarié dans le privé, âgé de plus de 40 ans et

Que reste-t-il du vote de classe ? Le cas français

**Tableau 7. Régression logistique sur le vote d'extrême droite au 1<sup>er</sup> tour présidentiel 2002<sup>a</sup>**

	B	Signif.	Exp (B)
<i>Statut</i>			
Indépendant	0,162	0,420	1,176
Salarié du privé	Référence		
Salarié du public	- 0,291	0,041	0,747
Chômeur	0,185	0,448	1,203
<i>Classe</i>			
0 attache ouvrière	- 0,071	0,614	0,932
1 attache	Référence		
2 attaches	0,016	0,930	1,017
<i>Patrimoine</i>			
0 ou 1 élément	0,015	0,917	1,015
2 éléments	Référence		
3 ou +	0,145	0,361	1,156
<i>Revenu</i>			
Moins de 10 000 francs mensuels	0,016	0,917	1,017
10 000-15 000 francs	Référence		
Plus de 15 000 francs	- 0,188	0,225	0,829
<i>Sexe</i>			
Homme	Référence		
Femme	- 0,415	0,001	0,660
<i>Âge, diplôme</i>			
Moins de 40 ans sans bac	0,800	0,000	0,2226
Moins de 40 ans avec bac	- 0,090	0,694	0,914
40 et + sans bac	0,566	0,009	1,762
40 et + avec bac	Référence		
Constante	- 2,058	0,000	0,128

a. La valeur absolue du coefficient B mesure le pouvoir prédictif des modalités de chaque variable une fois contrôlé l'effet des autres variables de la régression. Plus il est élevé plus la relation est forte. Le coefficient de la seconde colonne indique si la relation est significative sur le plan statistique. Plus il est faible, plus elle est significative.

Les probabilités de voter pour la gauche sont un peu plus faibles, celles de voter pour la droite modérée un peu plus fortes, chez les électeurs qui ont du patrimoine (au moins trois éléments) ou qui n'ont aucune attache ouvrière. Quant au sexe, il n'a d'influence que sur le vote pour la droite modérée, plus fréquent chez les femmes, qui se

distinguent notamment par un soutien plus marqué à Jacques Chirac. Mais de toutes ces variables, celle qui exerce le plus d'influence sur la décision électorale est le statut socioprofessionnel, le fait de travailler à son compte, dans le privé ou dans le public.

Il n'en va pas de même pour le vote d'extrême droite. Là ce n'est

titulaire du bac, possédant deux éléments de patrimoine mobilier ou immobilier, gagnant entre 10 000 et 15 000 francs par mois, et une seule attache avec le monde ouvrier.

Les résultats confirment l'effet déterminant du statut socioprofessionnel quand il s'agit de choisir entre la gauche et la droite modérée, quels que soient par ailleurs le revenu, le patrimoine, l'âge et le diplôme, le sexe ou les liens de l'électeur avec le monde ouvrier. La probabilité de voter pour un candidat de gauche est trois fois plus élevée pour les salariés du public que pour les travailleurs indépendants (tableau 5). Inversement, la probabilité de voter pour un candidat de droite non extrême est trois fois moins élevée (tableau 6). On note également un effet significatif de l'âge et du diplôme. C'est chez les jeunes diplômés que la gauche fait ses meilleurs scores, une fois contrôlé l'effet de toutes les autres variables, tandis que la droite modérée, elle, fait ses plus mauvais scores chez les jeunes, qu'ils aient ou non le bac. Enfin, le patrimoine détenu, l'appartenance au milieu ouvrier et le sexe exercent une moindre influence.

plus le statut socioprofessionnel qui compte, mais le niveau de diplôme et le sexe (tableau 7). Quel que soit leur âge, les électeurs moins instruits ont plus souvent donné leur voix à Jean-Marie Le Pen ou à Bruno Mégret le 21 avril, et les hommes beaucoup plus volontiers que les femmes. Si les électrices avaient été les seules à voter ce jour-là, Le Pen serait arrivé troisième, après Jospin et Chirac (respectivement 22%, 16% et 14% de leurs suffrages). Si seuls les électeurs avaient voté, Le Pen serait arrivé premier, avant Chirac et Jospin (respectivement 20%, 17% et 16%). Le discours simplificateur du Front national, qui fait des immigrés la cause unique de tous les problèmes de la France, et de la «préférence nationale» le remède miracle au chômage, a plus de résonances chez les personnes peu instruites. Et la violence physique et verbale qui l'entoure rebute les électrices tout autant que l'image traditionnelle de la femme au foyer qu'il véhicule. Le vote de classe ne disparaît donc pas, il évolue. Seul le Front national fait exception aujourd'hui dans le paysage politique français. Lui seul apparaît effectivement comme un vote transclassiste et transclivages, sur l'enjeu qui rassemble ses électeurs par ailleurs si divers : l'immigration.

Nonna Mayer  
CNRS

Centre d'étude de la vie politique  
française-Sciences Po, Paris

## Notes

<sup>1</sup> Pour un bilan détaillé voir Dalton et Wattenberg, 1993.

<sup>2</sup> Leur enquête date de 1966. Voir aussi l'enquête réalisée en 1970 sur «L'ouvrier français» (Adam et al., 1970), et plus particulièrement la contribution de René Mouriaux.

<sup>3</sup> On s'appuie ici sur le bilan des mutations sociales et politiques de la société française dressé par Gérard Le Gall et Philippe Méchet à la veille des scrutins de 2002 (Le Gall et Méchet, 2002). Voir aussi Chauvel, 2002.

<sup>4</sup> La profession des enquêtés a été demandée par une question ouverte, dont la réponse a été notée en clair puis précodée par l'enquêteur selon les critères de la nomenclature de l'INSEE (sans détailler entre petits, moyens et gros exploitants agricoles ni entre ouvriers de l'artisanat et ouvriers d'industrie). Pour les quatre enquêtes, on a regroupé les GSP selon les grilles de la nouvelle nomenclature.

<sup>5</sup> Compte tenu des réponses des personnes interrogées aux questions sur leur positionnement de droite ou de gauche, on a classé à gauche les votes pour les trois candidats trotskistes, Arlette Laguiller, Daniel Glückstein et Olivier Besancenot, le candidat des Verts Noël Mamère, le candidat communiste Robert Hue et le candidat socialiste Lionel Jospin, la candidate des radicaux de gauche Christiane Taubira, ainsi que le candidat du Pole républicain, Jean Pierre Chevènement. À droite on a classé les votes pour les candidats RPR, UDF et DL, Jacques Chirac, François Bayrou et Alain Madelin, ainsi que pour la candidate écologiste Corinne Lepage et pour Christine Boutin (droite traditionnelle), et celui des Chasseurs, Jean Saint Josse, et à l'extrême droite Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen.

<sup>6</sup> Environ 4 points au premier tour présidentiel de 1988, 1,5 à celui de 1995, 7 points à celui de 2002. Seuls les résultats des élections de 1978 n'ont pas été redressés, l'extrême droite est alors inexistante et il n'y a quasiment pas de décalages.

<sup>7</sup> Sur l'évolution symétrique des classes moyennes salariées américaines, passant du soutien aux républicains au soutien aux démocrates, à partir de 1968, voir

l'intéressante étude de Hout, Brooks et Manza (1995).

<sup>8</sup> Pour reprendre le terme employé par François de Singly et Claude Thélot (1988).

<sup>9</sup> La définition que l'INSEE donne du secteur public est plus restrictive, limitée à la fonction publique statutaire.

## Bibliographie

ADAM, Gérard, et al. 1970. *L'ouvrier français*. Paris, Presses de la FNSP.

BETZ, Hans-Georg. 1994. *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*. New York, Saint Martin's Press.

BOY, Daniel, et Nonna MAYER, dir. 1997. *L'électeur a ses raisons*. Paris, Presses de la FNSP.

CAPDEVIELLE, Jacques, et al. 1981. *France de gauche, vote à droite*. Paris, Presses de la FNSP.

CAUTRES, Bruno, et Anthony HEATH. 1996. «Le déclin du vote de classe : une analyse comparée en France et en Grande-Bretagne», *Revue internationale de politique comparée*, 3, 3, décembre : 541-568.

CÉZARD, Michel. 1996. «Les ouvriers», *INSEE Première*, 455, mai.

CEVIPOF. 1990. *L'électeur français en questions*. Paris, Presses de la FNSP.

CHAUVEL, Louis. 2002. «Pouvons-nous encore parler de classes sociales?», *Revue politique et parlementaire*, 1017-1018, mars-avril : 147-154.

CHICHE, Jean, et Nonna MAYER. 2002. «Classe sociale objective, classe sociale subjective et comportement électoral en 1995», dans Jean-Marie DONEGANI, Sophie DUCHESNE et Florence HAEGEL, dir. *Aux frontières des attitudes : entre le politique et le religieux. Textes en hommage à Guy Michelat*. Paris, L'Harmattan : 33-52.

CLARK, Terry, et Seymour M. LIPSET. 1991. «Are social classes dying?», *International Sociology*, 6, 4, décembre : 379-410.

Que reste-t-il du vote de classe ? Le cas français

110

- CLARK, Terry, Seymour M. LIPSET et Michael REMPEL. 1993. «The declining political significance of social class», *International Sociology*, 8, 3, septembre: 293-316.
- CREWE, Ivor, et D. DENVER, dir. 1985. *Electoral Change in Western Democracies*. Londres, Croom Helm.
- DALTON, Russell, et Martin P. WATTENBERG. 1993. «The not so simple act of voting», dans Ada W. FINIFTER, dir. *Political Science: The State of the Discipline*, 2. Washington, APSA: 193-218.
- DALTON, Russell, S. C. FLANAGAN et P. A. BECK, dir. *Electoral Change in Advanced Industrial Democracies. Realignment or Dealignment?* Princeton, Princeton University Press.
- DAYAN, Jean-Louis. 1996. «45 ans de marché du travail dans les grands pays industrialisés», *INSEE Première*, 424, janvier.
- DESROSIÈRES, Alain, et Laurent THÉVENOT. 1988. *Les catégories socio-professionnelles*. Paris, La Découverte.
- EVANS, Geoffrey, dir. 1999. *The End of Class Politics?* Oxford, Oxford University Press.
- FRANKLIN, Mark, Thomas MACKIE, Henry VALEN et al. 1992. *Electoral Change: Response to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*. Cambridge, Cambridge University Press.
- GRUNBERG, Gérard, et Étienne SCHWEISGUTH. 1981. «Profession et vote: la poussée de la gauche», dans Jacques CAPDEVIELLE et al. *France de gauche, vote à droite*. Paris, Presses de la FNSP: 139-167.
- GRUNBERG, Gérard, et Étienne SCHWEISGUTH. 1983. «Le virage à gauche des classes moyennes salariées», dans Georges LAVAU, Gérard GRUNBERG et Nonna MAYER, dir. *L'univers politique des classes moyennes*. Paris, Presses de la FNSP: 351-377.
- GRUNBERG, Gérard, et Étienne SCHWEISGUTH. 1997. «Vers une tripartition de l'espace politique», dans Daniel BOY et Nonna MAYER, dir. *L'électeur a ses raisons*. Paris, Presses de La FNSP: 179-218.
- HABERT, Philippe. 1996. *L'électeur rationnel*. Paris, Vinci.
- HEATH, Anthony, Roger JOWELL et John CURTICE. 1985. *How Britain Votes*. Oxford, Pergamon Press.
- HEATH, Anthony, Roger JOWELL, John CURTICE, George EVANS, J. FIELD et S. WHITERSPOON. 1991. *Understanding Political Change. The British Voter, 1964-1987*. Oxford, Pergamon Press.
- HOUT, M., C. BROOKS et J. MANZA. 1995. «The democratic class struggle in the United States, 1948-1992», *American Sociological Review*, 60, décembre: 805-828.
- KITSCHOLT, Herbert, et Anthony McGANN. 1995. *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*. Ann Arbor, University of Michigan Press.
- LAZARSFELD, Paul, Bernard BERELSON et Bernard GAUDET. 1944. *The People's Choice*. New York, Columbia University Press.
- LE GALL, Gérard, et Philippe MECHET. 2002. «Les mutations de la société française», *Revue politique et parlementaire*, 1017-1018, mars-avril: 84-97.
- LIPSET, Seymour M. 1981. *Political Man. The Social Bases of Politics*. Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- LIPSET, Seymour M., et Stein ROKKAN. 1967. *Party Systems and Voter Alignments*. New York, Free Press.
- MAYER, Nonna. 2002. *Ces Français qui votent Le Pen*. Paris, Flammarion.
- MICHELAT, Guy, et Michel SIMON. 1977. *Classe, religion et comportement politique*. Paris, Presses de la FNSP/Éditions sociales.
- PERRINEAU, Pascal. 1997. *Le symptôme Le Pen. Radiographie de sélecteurs du Front national*. Paris, Fayard.
- PERRINEAU, Pascal, et Henri REY. 2002. «Classe et comportement politique. Retour sur l'électorat ouvrier», dans Jean-Marie DONEGANI, Sophie DUCHESNE et Florence HAEGEL, dir. *Aux frontières des attitudes: entre le politique et le religieux. Textes en hommage à Guy Michelat*. Paris, L'Harmattan: 19-32.
- ROSE, Richard. 1974. *Electoral Behavior: A Comparative Handbook*. New York, Free Press.
- SINGLY (de), François, et Claude THÉLOT. 1988. *Gens du public, gens du privé. La grande différence*. Paris, Dunod.

## Annexe 1. Les données

Cet article s'appuie sur le « Panel électoral français 2002 », essentiellement la seconde vague effectuée après le second tour présidentiel au téléphone auprès d'un échantillon national représentatif de la population électorale française de métropole (15-31 mai 2002, N = 4017), et sur trois enquêtes post-électorales du CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française), administrées par la SOFRES en face à face après le deuxième tour des élections législatives de 1978 (20-30 mars 1978, N = 4507) et des deux dernières élections présidentielles (9-20 mai 1988, N = 4032, et 9-24 mai 1995, N = 4078). Les échantillons sont construits selon la méthode des quotas (âge, sexe, profession du chef de ménage, stratification par région et catégorie d'agglomération), et sont représentatifs de la population inscrite sur les listes électorales, sauf celui de l'enquête de 1988, qui porte sur l'électorat potentiel

(Français âgés de 18 ans et plus), dont nous avons exclu les non-inscrits. Les principaux résultats ont été publiés dans *France de gauche, vote à droite* (Capdevielle et al., 1981), *L'électeur français en questions* (CEVIPOF, 1990) et *L'électeur à ses raisons* (Boy et Mayer, 1997). Les données des enquêtes 1978-1995 sont disponibles à la Banque de données socio-politiques (BDSP) du Centre d'informatisation des données socio-politiques de Grenoble (CIDSP), et celles du panel électoral le seront en juillet 2003.

---

## Annexe 2. Régression logistique

L'analyse de régression logistique permet de mesurer l'effet spécifique du statut professionnel sur le vote, toutes choses égales par ailleurs, en contrôlant l'effet des autres variables susceptibles de l'influencer. Le champ est celui des actifs augmenté des anciens actifs reclassés selon leur dernière profession et ayant déclaré leur vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 (N = 2805). On travaille ici sur les effectifs non pondérés. Les trois variables à expliquer ou variables « dépendantes », codées 0 ou 1, sont la proportion de suffrages exprimés pour les candidats de gauche ou écologistes, pour les candidats de droite, et pour les deux candidats d'extrême droite, Bruno Mégret et Jean-Marie Le Pen. Les variables explicatives ou « indépendantes » sont le sexe, le nombre d'attributs ouvriers, variant de 0 à 2 (ouvrier soi-même et [ou] père ouvrier), le statut professionnel de la personne interrogée (indépendants, salariés du privé, salariés du public, chômeurs), le revenu mensuel déclaré (moins de 10 000 francs par mois, entre 10 000 et 15 000 francs et plus de 15 000 francs), le nombre d'éléments de patrimoine mobilier (livret de caisse d'épargne, valeurs mobilières) ou immobilier (propriété de la résidence principale, de la résidence secondaire, fonds de commerce, terres, entreprise, biens immobiliers de rapport) et une variable composite combinant l'âge (plus ou moins de 40 ans) et le niveau de diplôme (n'a pas le bac, bac ou plus) à cause des effets d'interaction entre ces deux variables. La valeur absolue du coefficient B mesure le pouvoir prédictif des modalités de chaque variable une fois contrôlé l'effet des autres variables de la régression. Le coefficient de la seconde colonne indique si la relation est signifi-

cative sur le plan statistique. Plus il est faible, plus elle est significative. Au dessus du seuil de 0,05, on considère qu'elle ne l'est plus du tout. La troisième colonne présente les *odds ratio* ou rapports de chances, ici les probabilités de voter pour l'un ou l'autre camp.